



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

PERSONNELS CIVILS ET MILITAIRES DE L'ÉTAT.

(Direction du budget, 1914-1970)

Répertoire numérique détaillé

établi par Marie-France Delval

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Personnels civils et militaires de l'État.....	7
Statuts, traitements, indemnités et retraites : pelurier courrier départ.....	7
Statuts, traitements et indemnités, pensions et retraites, soldes et indemnités, rémunérations des personnels des collectivités locales : cahiers d'enregistrement du courrier arrivée.....	11
Affaires générales.....	12
Pourvois.....	18

Référence

B-0018376/1 - B-0018572/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Personnels civils et militaires de l'État.

Dates extrêmes

1914-1970

Noms des principaux producteurs

Direction du Budget, 2ème sous-direction

Importance matérielle

197 boîtes, soit 23,30 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

En application du code du patrimoine, l'ensemble des documents est librement communicable.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 27/04/1977 portant la référence PH 29/77.

Historique du producteur

Les prémices de la direction du Budget datent de la fin du XVIIIe siècle. L'Ancien Régime ne pratiquait pas la centralisation comptable, recettes et dépenses de l'État pouvant être confiées à des gestionnaires privés. Par décret du 4 septembre 1790, l'Assemblée nationale constituante, repartant des institutions de l'Ancien Régime, prévoit l'existence d'une direction générale du trésor public, d'un plan d'organisation du trésor public et d'un comité de trésorerie. Par décret de mars 1791, un « bureau central de la comptabilité » est créé, sous l'autorité du comité de trésorerie. Les impôts sont établis par des lois, mais sans qu'existe pour autant une véritable autorisation des dépenses et des recettes réalisant l'idée de budget. Trente ans plus tard, les grands principes de la procédure budgétaire (unité, annualité, universalité, spécialité) sont instaurés par l'ordonnance du 14 septembre 1822 : le ministère des finances devient alors le coordonnateur et le censeur des autres ministères. Les fonctions de préparation et de contrôle de l'exécution du budget ont alors été assurées par un bureau de la

direction générale de la Comptabilité publique (DGCP) jusqu'en 1919. Avec l'accroissement de la taille de l'État, et à un moment où la remise en ordre des finances publiques et un contrôle plus strict des opérations budgétaires (engagement et réalisation de la dépense) sont nécessaires, la direction du Budget et du Contrôle financier est créée par la loi du 21 octobre 1919 et le décret du 7 novembre 1919 en extrayant les bureaux concernés de la DGCP, qui est alors recentrée sur ses fonctions de comptabilité publique. La direction du Budget et du Contrôle financier est alors organisée en trois bureaux, et chargée de tous les travaux relatifs à la présentation du budget de l'État et au contrôle des dépenses publiques, ainsi que de l'examen de toutes les mesures concernant le statut et les rémunérations des agents de l'État. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art.2). Avec la poursuite de l'accroissement de la taille de l'État, la DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. Elle est organisée en 4 sous-directions répartis en 16 bureaux. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). La direction du Budget va progressivement augmenter en taille en créant en 1975 les bureaux sectoriels (elle compte alors 6 sous-directions réparties en 24 bureaux) puis en mettant en œuvre la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) en 2006 (elle compte désormais 8 sous-directions réparties en 28 bureaux). La mise en œuvre de la LOLF entre 2001 et 2006 révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État, réalisé auparavant dans le cadre de l'ordonnance du 2 janvier 1959, et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple Le plan de relance de l'économie en 2009-2010 et l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ce versement présente l'intervention du ministère des finances concernant les mesures ayant pour objet de modifier les statuts, les effectifs, les traitements et les indemnités des fonctionnaires et agents de l'État, les mesures concernant les personnels et susceptibles de répercussions sur les dépenses de l'État ainsi que le contrôle de ces mesures.

On y voit l'implication de la direction du budget, non seulement dans le suivi des répercussions budgétaires des textes, des traitements et indemnités, mais également dans la conception de la réglementation et éventuellement dans l'interprétation juridique des textes existants.

Indexation

fonctionnaire de l'État
militaire

B-0018376/1 – B-0018572/1

Personnels civils et militaires de l'État.

1926-1969

B-0018376/1 – B-0018400/1, B-0018467/1 -0018476/1

Statuts, traitements, indemnités et retraites : pelurier courrier départ.

1926-1956

B-0018376/1

19 avril-31 décembre 1926.

B-0018377/1

janvier-juin 1927.

B-0018378/1

juillet-décembre 1927.

B-0018379/1

janvier-juin 1928.

B-0018380/1

juillet-décembre 1928.

B-0018381/1

janvier-juin 1929.

B-0018382/1

juillet-décembre 1929.

B-0018383/1

janvier-juin 1930.

B-0018384/1

juillet-décembre 1930.

B-0018385/1

janvier-juin 1931.

B-0018386/1

juillet-décembre 1931.

B-0018387/1

janvier-juin 1932.

B-0018388/1

juillet-décembre 1932.

B-0018389/1

janvier-juin 1933.

B-0018390/1

juillet-décembre 1933.

B-0013391/1

janvier-juin 1934.

B-0013392/1

juillet-décembre 1934.

B-0013393/1

janvier-juin 1935.

B-0013394/1

juillet-décembre 1935.

B-0019395/1

janvier-avril 1936.

B-0019396/1

mai-juillet 1936.

B-0019397/1

septembre-décembre 1936.

B-0019398/1

janvier-avril 1937.

B-0019399/1

mai-août 1937.

B-0019400/1

septembre-décembre 1937.

B-0018401/1

janvier-avril 1938.

B-0018402/1

mai-août 1938.

B-0018403/1

septembre-décembre 1938.

B-0018404/1

janvier-avril 1939.

B-0018405/1

mai-août 1939.

B-0018406/1

septembre-décembre 1939.

B-0018407/1

janvier-avril 1940.

B-0018408/1

mai-décembre 1940.

B-0018409/1

janvier-juin 1941.

B-0018410/1

juillet-décembre 1941.

B-0018411/1

janvier-juin 1942.

B-0018412/1

juillet-décembre 1942.

B-0018413/1

janvier-juin 1943.

B-0018414/1

juillet-décembre 1943.

B-0018415/1

janvier-mai 1944.

B-0018416/1

juin-décembre 1944.

B-0018417/1

janvier-juin 1945.

B-0018418/1

juillet-décembre 1945.

B-0018419/1

janvier-avril 1946.

B-0018420/1

mai-août 1946.

B-0018421/1

septembre-décembre 1946.

B-0018422/1

Pensions et retraites.

1946

B-0018423/1

janvier-15 avril 1947.

B-0018424/1

16 avril-juin 1947.

B-0018425/1

juillet-septembre 1947.

B-0018426/1

octobre-décembre 1947.

B-0018427/ 1

Pensions et retraites.

1947

B-0018428/1

janvier-février 1948.

B-0018429/1

mars-avril 1948.

B-0018430/1

mai-juin 1948.

B-0018431/1

juillet-septembre 1948.

B-0018432/1

octobre-décembre 1948.

B-0018433/1

Pensions et retraites.

1948

B-0018434/1

janvier-février 1949.

B-0018435/1

mars-avril 1949.

B-0018436/1

mai 1949.

B-0018437/1

juin 1949.

B-0018438/1

juillet-août 1949.

B-0018439/1

septembre-octobre 1949.

B-0018440/1

octobre-décembre 1949.

B-0018441/1

Pensions et retraites (janvier-juin).

1949

B-0018442/1

Pensions et retraites (juillet-décembre).

1949

B-0018443/1

janvier-mars 1950.

B-0018444/1

avril-juin 1950.

B-0018445/1

juillet-septembre 1950.

B-0018446/1

octobre-décembre 1950.

B-0018447/1	Pensions et retraites.	1950
B-0018448/1	janvier-mars 1951.	
B-0018449/1	avril-juin 1951.	
B-0018450/1	juillet-septembre 1951.	
B-0018451/1	octobre-décembre 1951.	
B-0018452/1	Pensions et retraites.	1951
B-0018453/1	janvier-mars 1952.	
B-0018454/1	avril-juin 1952.	
B-0018455/1	juillet-septembre 1952.	
B-0018456/1	octobre-décembre 1952.	
B-0018457/1	Pensions et retraites.	1952
B-0018458/1	janvier-avril 1953.	
B-0018459/1	mai-septembre 1953.	
B-0018460/1	octobre-décembre 1953.	
B-0018467/1	janvier-avril 1954	
B-0018468/1	mai-13 août 1954	
B-0018469/1	14 août - décembre 1954	
B-0018470/1	janvier-juin 1954.	
B-0018471/1	juillet-décembre 1954.	
B-0018472/1	Soldes et indemnités, rémunérations des personnels des collectivités locales.	1955
B-0018473/1	Pensions et retraites.	1956
B-0018474/1	janvier 1956.	
B-0018474/2	Soldes et indemnités, rémunérations des personnels des collectivités locales : janvier.	

	1956
B-0018474/3	
Pensions et retraites : janvier.	
	1956
B-0018474/4	
Pensions et retraites : février-décembre.	
	1956
B-0018475/1	
Personnels civils de l'État, traitements : février-décembre.	
	1956
B-0018475/2	
Personnels civils de l'État, indemnités : février-juin.	
	1956
B-0018476/1	
Personnels civils de l'État, indemnités : juillet-décembre.	
	1956
B-0018461/1 – B-0018468/1	
Statuts, traitements et indemnités, pensions et retraites, soldes et indemnités, rémunérations des personnels des collectivités locales : cahiers d'enregistrement du courrier arrivée.	
	1954-1959
B-0018461/1	
Personnels civils de l'État.	
	1954
B-0018461/2	
Soldes et indemnités, rémunérations des personnels des collectivités locales.	
	1954
B-0018461/3	
Personnels civils et militaires, pensions et retraites.	
	1954
B-0018461/4	
Personnels civils de l'État, statuts, traitements et indemnités.	
	1955
B-0018462/1	
Soldes et indemnités, rémunérations des personnels des collectivités locales.	
	1955
B-0018462/2	
Personnels civils et militaires, pensions et retraites.	
	1955
B-0018463/1	
Personnels civils et militaires, pensions et retraites.	
	1956
B-0018463/2	
Personnels civils de l'État, traitements.	
	1956
B-0018463/3	
Personnels civils de l'État, indemnités.	
	1956
B-0018463/4	
Soldes et indemnités, rémunérations des personnels des collectivités locales.	
	1956

B-0018464/1	Personnels civils et militaires, pensions et retraites.	1957
B-0018464/2	Personnels civils de l'État, traitements.	1957
B-0018464/3	Personnels civils de l'État, indemnités.	1957
B-0018464/4	Soldes et indemnités, rémunérations des personnels des collectivités locales.	1957
B-0018465/1	Personnels civils et militaires, pensions et retraites.	1958
B-0018465/2	Personnels civils de l'État, traitements.	1958
B-0018465/3	Personnels civils de l'État, indemnités.	1958
B-0018465/4	Soldes et indemnités, rémunérations des personnels des collectivités locales.	1958
B-0018466/1	Personnels civils et militaires, pensions et retraites.	1959
B-0018466/2	Personnels civils de l'État, traitements.	1959
B-0018466/3	Personnels civils de l'État, indemnités.	1959
B-0018466/4	Soldes et indemnités, rémunérations des personnels des collectivités locales.	1959
B-0018500/1 – B-0018521/1, B-0018523/1 – B-0018530/1, B-0018532/1- B-0018568/1	Affaires générales.	1914-1970
B-0018500/1	Organisation administrative, rémunération des membres du gouvernement et indemnités allouées à ceux qui ont cessé leurs fonctions.	1961
B-0018500/2	Statuts, rémunérations spécifiques à certains postes, relèvement du SMIG, organisation des cadres de petite maîtrise ; Conseil supérieur de la fonction publique : dossier de séance du 28 juin 1949.	1949-1968
B-0018501/1	Statuts : dossiers de séances et procès-verbaux du Conseil supérieur de la fonction publique (juin et décembre 1956, février 1957).	

	1956-1957
B-0018502/1	
Statuts : dossiers de séances et procès-verbaux du Conseil supérieur de la fonction publique (20 juin et 12 décembre 1961).	
	1961
B-0018503/1	
Statut des administrateurs civils, équivalence de traitement.	
	1961-1962
B-0018504/1	
Statut de la catégorie A, agents supérieurs, intégration des officiers dans la fonction publique.	
	1963-1964
B-0018505/1	
Statut des administrateurs civils et agents supérieurs, nomination, effectifs, situations particulières.	
	1960-1967
B-0018506/1	
Statut des attachés d'administration.	
	1961-1967
B-0018507/1	
Statut du personnel de catégorie B : projets de décrets, questions écrites.	
	1961-1963
B-0018508/1	
Statut des contrôleurs, bonification d'ancienneté, création d'emplois de chef de section.	
	1963-1966
B-0018509/1	
Statut des secrétaires administratifs et des contrôleurs, avancement différencié.	
	1961-1967
B-0018510/1	
Statuts, mise en place du corps de secrétaire administratif d'administration centrale : interventions parlementaires et questions écrites.	
	1962-1965
B-0018511/1	
Statut des secrétaires administratifs et des agents du service intérieur : interventions parlementaires.	
	1962-1967
B-0018512/1	
Statut des agents du service mécanographique : projets de loi et interventions parlementaires.	
	1961-1970
B-0018513/1	
Statut des téléphonistes et des conducteurs des administrations de l'État.	
	1961-1967
B-0018514/1	
Statut des agents des catégories C et D, organisation des carrières : interventions parlementaires.	
	1961-1965
B-0018515/1	
Statut des agents des catégories C et D, organisation des carrières : questions écrites, interventions parlementaires.	

	1966-1967
B-0018515/2	
Statuts, situation des infirmières des administrations centrales : interventions parlementaires et questions écrites.	
	1961-1966
B-0018516/1	
Statut des ouvriers professionnels des administrations centrales et des auxiliaires : questions écrites et interventions parlementaires.	
	1961-1970
B-0018517/1	
Statut des agents contractuels, du personnel civil en Algérie, du personnel de la Banque de France et du personnel d'EDF-GDF.	
	1958-1970
B-0018518/1	
Recrutements de travailleurs handicapés et autres fonctionnaires non titulaires, conditions d'embauche.	
	1960-1967
B-0018519/1	
Titularisations d'agents de l'État recrutés en qualité d'auxiliaires ou de stagiaires en France métropolitaine et à La Réunion.	
	1961-1968
B-0018520/1	
Rémunérations, tableaux des effectifs et traitements par ministère.	
	1914-1937
B-0018521/1	
Rémunérations, classification des échelles par ministère, loi du 3 août 1943 : travaux préparatoires et décrets d'application.	
	1943-1944
B-0018523/1	
Rémunérations, révision du traitement des fonctionnaires ; organisation de la sécurité sociale des fonctionnaires : projet de loi ; nomenclature des fonctionnaires classés par ministère : arrêtés originaux.	
	1946
B-0018524/1	
Rémunérations, politique des traitements : rapport ; classements indiciaires par ministère : arrêtés originaux.	
	1939-1948
B-0018525/1	
Rémunérations, traitement des fonctionnaires, classement par ministère : arrêtés originaux.	
	1948-1951
B-0018526/1	
Rémunérations, reclassement indiciaire : circulaires et arrêtés applicables aux fonctionnaires classés par ministère.	
	1945-1951
B-0018527/1	
Fixation de divers échelonnements indiciaires et régime de rémunération par ministère (Affaires économiques, Affaires étrangères, Agriculture, Anciens combattants) : arrêtés originaux.	
	1948-1952
B-0018528/1	

Rémunérations, changements indiciaires par ministère (Éducation nationale, départements militaires, Finances, France d'Outre-mer) : arrêtés originaux.

1950-1952

B-0018529/1

Rémunérations, fixation des indices par ministère (Industrie, Justice, Intérieur, Marine marchande, PTT, Présidence du conseil, Radiodiffusion française, Reconstruction et urbanisme, Santé, Travail et sécurité sociale, Travaux publics, Transports et tourisme) : arrêtés originaux.

1949-1952

B-0018530/1

Rémunérations, fixation des grilles indiciaires par ministère (Agriculture, Anciens combattants, Défense nationale, Éducation nationale, France d'outre-mer, Industrie et commerce, Justice, PTT, Présidence du conseil, Radiodiffusion française, Santé publique, Travail et sécurité sociale, Transports) : textes et notes pour le ministre.

1949-1953

B-0018532/1

Rémunérations, relèvement des traitements, prime exceptionnelle aux instituteurs remplaçants : questions écrites et interventions parlementaires.

1961-1964

B-0018533/1

Rémunérations, relèvement des indices dans la fonction publique, création de groupes de travail au sein du Conseil supérieur de la fonction publique.

1963

B-0018534/1

Rémunérations, relèvement des indices de certaines catégories de fonctionnaires, notamment ceux d'action sanitaire et sociale : projets de statuts, questions orales, projets de décrets.

1963-1964

B-0018535/1

Rémunérations, augmentation du traitement des fonctionnaires : projets de statuts, questions écrites et interventions parlementaires.

1965-1967

B-0018536/1

Rémunérations, relèvement des salaires des ouvriers d'État : questions écrites et interventions parlementaires.

1961-1967

B-0018537/1

Rémunérations des médecins, des chirurgiens des centres médico-sociaux et des médecins du travail, et traitements dans les établissements hospitaliers : interventions parlementaires et questions écrites.

1961-1970

B-0018538/1

Rémunérations des médecins chargés de la médecine préventive, du contrôle médical et des médecins des administrations : interventions parlementaires et questions écrites.

1962-1967

B-0018539/1

Rémunérations des architectes et des conseillers techniques pour les administrations, affaire du barrage de Malpasset.

1961-1966

B-0018540/1

Rémunérations, fixation des honoraires des architectes et des sociétés d'économie mixte.

1962-1965

B-0018541/1

Rémunérations des architectes travaillant pour l'administration et des architectes français travaillant à l'étranger.

1966-1968

B-0018542/1

Rémunérations du personnel en poste à l'étranger dans des écoles militaires et des postes d'attachés militaires à l'étranger.

1961-1968

B-0018543/1

Rémunérations, indemnités spéciales destinées aux agents des administrations centrales (par ministère et par année), primes de départ à l'étranger pour l'assistance technique.

1961-1967

B-0018544/1

Indemnités de résidence, supplément familial et indemnités spéciales " Alsace-Lorraine ".

1961-1967

B-0018545/1

Indemnités pour travaux supplémentaires, frais de déplacement des fonctionnaires en poste à l'étranger.

1961-1967

B-0018546/1

Indemnités, frais de déplacement occasionnés par les changements de résidence administrative.

1961-1962

B-0018547/1

Remboursement des frais de mission et de changement de résidence administrative, relèvement des taux des indemnités journalières pour les DOM-TOM : interventions parlementaires et questions écrites.

1962-1964

B-0018548/1

Indemnités, revalorisation des indemnités de déplacement : interventions parlementaires et questions écrites.

1965-1966

B-0018549/1

Indemnités, frais de déplacement des agents en mission à l'étranger et dans les DOM-TOM.

1966-1968

B-0018550/1

Indemnités allouées aux agents des collectivités locales et au personnel des écoles : questions écrites et interventions parlementaires.

1961-1965

B-0018551/1

Indemnités forfaitaires attribuées à des fonctionnaires de l'État par les collectivités locales : interventions parlementaires et questions écrites.

1963-1967

B-0018552/1

Indemnités compensatrices de mutation ou de déplacement des fonctionnaires de l'État.

1961-1967

B-0018553/1

Aide aux fonctionnaires pour leur logement, indemnités de déplacement : interventions parlementaires ; indemnités de licenciement des agents contractuels.

1955-1967

B-0018554/1

Concessions de logement aux personnels des ministères.

1964-1967

B-0018555/1

Déroulement de carrière, majorations de salaires, bonifications d'ancienneté pour des fonctionnaires anciens militaires rappelés sous les drapeaux.

1956-1959

B-0018556/1

Déroulement de carrières, anciens militaires ou résistants, titularisation en application de la loi du 26 septembre 1951 relative aux personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance.

1960-1963

B-0018557/1

Titularisation d'agents en application de la loi du 26 septembre 1951 relative aux personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance : questions écrites et interventions parlementaires.

1963-1965

B-0018558/1

Titularisation d'agents en application de la loi du 26 septembre 1951 relative aux personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance.

1966-1967

B-0018559/1

Indemnité de réinstallation en faveur des fonctionnaires mutés d'office, titularisation de certains agents : interventions parlementaires et questions écrites.

1956-1967

B0018560/1

Réparation des préjudices de carrière, projet de loi sur la révision des pensions de reversion.

1962-1968

B-0018561/1

Positions statutaires, introduction du travail à mi-temps et du temps partiel dans la fonction publique, régime des congés maladie et de longue durée.

1959-1970

B-0018562/1

Positions statutaires, détachements, réintégrations, situation des candidats à la fonction publique maintenus sous les drapeaux.

1961-1966

B-0018563/1

Positions statutaires, détachements, réintégrations en surnombre.

1963-1965

B-0018564/1

Positions statutaires, détachements et réintégrations : décrets de mise en détachement.

1966

B-0018565/1

Positions statutaires, réintégrations, mise en détachement pour les Jeux olympiques de Grenoble : arrêtés portant détachement.

1967

B-0018566/1

Positions statutaires, régime préférentiel de disponibilité, maintien en activité, réforme administrative : documentation.

1956-1967

B-0018567/1

Risques sociaux des fonctionnaires, maladies professionnelles, accidents de service, invalidité : interventions parlementaires et questions écrites.

1961-1966

B-0018568/1

Risques sociaux des fonctionnaires, modification du décret n° 60-1089 du 6 octobre 1960 relatif à l'allocation temporaire d'invalidité, indemnités exceptionnelles suite à un accident aérien, situation d'agents contractuels.

1961-1967

B-0018569/1, B-0018571/1 – B-0018572/1

Pourvois.

1959-1967

B-0018569/1

Pourvois formés devant le Conseil d'État (préjudice de carrière, indemnités, recours en excès de pouvoir) : avis de la direction.

1961-1965

B-0018571/1

Primes de recherche du personnel enseignant, pourvois de certains fonctionnaires sur leurs situations administratives.

1965

B-0018572/1

Pourvois devant le tribunal administratif (rappel des services militaires accomplis, primes, situation administrative).

1959-1967